L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX, No. 73 RUE DU CHANTIER

NOUVELLE-ORLEANS.

VENDREDI MATIN, 23 JANVIER.

LA CRISE MINISTÉRIELLE EN FRANCE.

Les journaux de l'opposition ont fait grand bruit d'une circulaire envoyée par M. Buffet, ministre de l'intérieur, aux préfets.

L'agence Havas croit savoir que le sens véritable et exact de ce document, est à peu près celui-ci :

Le gouvernement ne peut faire appliquer les lois que selon le sens exact des dispositions qu'elles contiennent. Or, il résulte des textes mêmes que comprend la nouvelle loi, que l'article 6 de la loi du 27 juillet 1849 (d'après lequel les distributeurs et colporteurs de toute espèce d'écrits doivent être munis d'un permis délivré par l'administration et révocable par elle), reste en vigueur.

Cela n'est pas contestable, puisque cet article a reçu de la loi nouvelle une extension nouvelle, en ce sens qu'elle prévoit formellement la complicité, inconnue jusqu'alors, en cas d'infraction à cet article 6.

D'autre part, la nouvelle loi s'oppose à l'emploi pour l'avenir d'un des moyens dont disposait l'administration pour faire observer l'article de la loi du 27 juillet 1849. Ce moyen est la mesure d'interdiction dirigée spécialement sous forme d'arrêté contre un journal déterminé.

Les préfets ne devront donc plus faire usage de ce moyen, mais faire rentrer tous les écrits périodiques ou non dans la règle générale en matière de colportage et de distribution, d'après laquelle tout distributeur ou distributeur doit être muni d'un permis à son nom et d'un catalogue ne contenant, conformément aux circulaires de M. Persigny et de M. Léon Faucher, en date de 1849 et de 1851, que des écrits qui ne sont pas contraires à l'ordre, à la morale, à la religion, à la paix publique, à la société.

Tout colporteur ou distributeur qui ne se conformerait pas aux instructions du préfet, perdrait immédiatement son permis et tomberait sous le coup de l'article 6 de la loi du 27 juillet 1849, ainsi que les complices qui l'auraient à enfreindre cette disposition législative.

Pendant que les journaux républicains attaquaient M. Buffet à cause de cette circulaire, les journaux conservateurs attaquaient M. de Say.

Nous lisons dans la *Patrie* du 10 janvier :

Le *Figaro* publie ce matin un article à sensation intitulé : UN SCANDALE. L'auteur anonyme fait ressortir la singularité de la situation de M. Léon Say, ministre des finances, venant récemment avec les malaux contre ces membres et les amis du gouvernement et s'associant, comme candidat sénatorial, à des hommes connus pour leur hostilité contre le gouvernement du maréchal. Le *Figaro* conclut ainsi :

" Libre à M. Say d'accepter une pareille attitude, de jouer un tel rôle, nous aliions dire d'exercer un tel métier. Libre au gouvernement de le subir dans une certaine mesure, au grave préjudice des intérêts conservateurs qu'il a mission de sauvegarder. Mais la conscience publique est moins tolérante, et, après tout ce qui s'est passé, en face des alliances monstrueuses où M. le ministre des finances s'est compromis, il est digne de voir qu'il représente, nous ne trouvons qu'un mot pour exprimer cette situation : c'est un scandale ! "

On lisait dans le *Moniteur* du lendemain :

M. Léon Say a été reçu deux fois, en audience particulière, par M. le président de la république.

On croit que le ministre des finances a entretenu le chef de l'Etat des attaques violentes dirigées contre lui dans un article publié par le *Figaro*.

Il s'agissait de choses plus sérieuses que des plaintes de M. Say contre le *Figaro*. On était en pleine crise ministérielle. Le *Temps*, journal républicain, favorable à M. Say, donne dans son numéro du 11 les informations suivantes :

Cette crise n'est pas imminente, comme le dit un confrère ; elle est déjà ouverte, et depuis hier soir. Voici, si nos renseignements sont exacts et sous toutes réserves, dans quelles circonstances :

Avant-hier samedi, le président de la république a fait appeler le ministre des finances qui a posé, comme on sait, sa candidature sénatoriale dans le département de Seine-et-Oise avec M. Feray, député du centre gauche, et M. Gilbert-Boucher, président du conseil général. Après avoir publié le manifeste si constitutionnel et si conciliant de ces trois candidats. Or, ce manifeste même et les deux candidats qui l'ont signé avec M. Léon Say n'ont pas semblé au président de la république présenter des garanties suffisantes au point de vue conservateur, car le maréchal a demandé à M. Léon Say de retirer sa candidature de cette liste.

M. Léon Say n'a pas répondu sur-le-champ à cette demande et a formé ; il a simplement demandé à réfléchir. Il a dimanche il a eu avec le président de la république une nouvelle entrevue. Le maréchal a exposé les dissentiments existant depuis longtemps entre lui et le cabinet affectaient maintenant un caractère particulièrement aigu ; que M. Léon Say se faisait un devoir de ne pas vouloir porter sur une liste où se trouvaient des adversaires du gouvernement, lesquels appuyaient dans l'arrondissement de Corbeil la candidature de M. Valentin contre celle de M. Léon Renault.

Le maréchal n'oublierait jamais les services rendus par M. Léon Say pendant son passage aux affaires ; mais M. Buffet estimait que, dans les circonstances actuelles, l'homogénéité du cabinet était irréparablement compromise, et qu'en conséquence la retraite de M. Léon Say paraissait nécessaire ; d'ailleurs cette retraite, très possible en elle-même au maréchal, ne serait vraisemblablement que de courte durée.

—C'est ma démission que vous me demandez ? a dit alors M. Léon Say.

Le maréchal ayant fait un signe d'assentiment, M. Léon Say a rappelé qu'il avait offert cette démission à plusieurs reprises et qu'il l'avait retirée uniquement sur les instances du maréchal. Il a ajouté que les griefs invoqués par le maréchal ne pouvaient pas se soutenir longtemps ; que MM. Féray et Gilbert-Boucher, loin d'être des adversaires du maréchal, étaient les partisans les plus décidés de son gouvernement, qu'en ce qui concernait la candidature de M. Léon Renault, il n'avait pas encore lieu de s'en occuper, pas plus que de toute autre candidature à la Chambre des députés, et qu'il était d'ailleurs l'ami personnel de M. le préfet de police.

M. Léon Say a donné aussitôt sa démission qui a été naturellement acceptée par le maréchal ; cette démission a été rédigée, nous assure-t-on, dans une forme qui marque bien qu'elle a été condamnée par le maréchal lui-même.

Dès que M. Dufaure a été averti de cet incident, il a déclaré qu'il suivrait son collègue et ami, M. Léon Say, dans sa retraite. Dans la soirée, MM. Buffet et Dufaure se sont rendus chez le président de la république, avec lequel ils se sont entretenus pendant plus d'une heure. M. Buffet a prédit ses déclamations ordinaires contre le parti social et ajouté que l'attitude du ministre des finances était de nature à affaiblir l'action gouvernementale dans les élections.

M. Dufaure a répondu qu'il partageait les idées de M. Léon Say et qu'il ne regarderait comme solidaire avec son collègue des finances au point de le suivre dans sa retraite. Il a offert sa démission au maréchal, qui l'a refusée. M. le président de la république et M. le vice-président du conseil ont alors insisté avec beaucoup de force pour que M. Dufaure retirât sa démission en proposant de remplacer M. Léon Say soit par M. Mathieu-Bodet, soit par un ancien ministre de M. Thiers, M. Lisserone de Bort, ces deux députés appartenant, aux yeux de M. Buffet et du maréchal, à la même nuance à peu près que M. Léon Say.

M. Dufaure a répliqué que les noms de MM. Mathieu-Bodet et Tuisserone de Bort lui étaient assurément sympathiques, mais qu'il n'en était pas moins résolu à suivre M. Léon Say dans sa retraite.

Aucune décision n'a été prise à la suite de cette conférence, sauf qu'en cas de démission de M. Léon Say paraîtrait maintenant seulement dans le *Journal Officiel*.

Ce matin, une entrevue a eu lieu entre M. Léon Say, M. Dufaure et M. Léon Renault. M. le préfet de police, ayant pris connaissance des résolutions de MM. Dufaure et Léon Say, aurait déclaré qu'il était résolu, lui aussi, à se retirer. On parle également de la retraite possible de M. le duc Decazes, et même de celle de MM. Wallon et Caillaux.

Si on voulait caractériser ce qu'on sait à l'heure présente de la crise ministérielle, on pourrait dire : Le président, n'ayant provoquant la démission de M. Léon Say, M. Buffet n'ignorait pas qu'elle aurait pour conséquence certaine la démission de M. Dufaure, et pour conséquence probable celle de MM. Léon Renault et le duc Decazes ; fâcheusement, que le même M. Buffet ne s'est peut-être pas expliqué très clairement sur ses conséquences, quand il a déterminé le maréchal à se séparer de M. Léon Say.

Le télégraphe nous a appris comment la crise s'était terminée, par un accord sur un manifeste signé par le maréchal-président et contresigné par Mr Buffet.

☞ Indiennes de Sprague à 5 cents la yarde chez Danziger.

—Nous lisons dans la *Presse* :

Notre commettitres, M. Pradier-Fodéré, doyen de la Faculté des sciences morales et politiques de Lima, membre du conseil supérieur de l'Université et de la Junte du gouvernement pour la préparation du nouveau règlement de l'instruction publique, vient de terminer son cours de droit administratif.

Ce cours a eu le plus grand succès. La presse péruvienne est unanime pour rendre hommage au zèle et aux lumières de cet éminent jurisconsulte, dont l'ouvrage, dit le principal journal de Lima, devra servir de modèle lorsqu'on entreprendra de réformer et d'améliorer la législation administrative au Pérou. Il sera le guide nécessaire de tout législateur qui voudra sincèrement nous donner des lois conformes aux principes et appropriées aux circonstances et aux besoins de notre pays.'

☞ Toutes sortes de marchandises à bas prix chez Danziger.

SPECTACLES, BALS, &c.

THEATRE DES VARIETES.

Lundi, 31 janvier.

MR. JOHN T. RAYMOND

dans le rôle de

"COL. SELLERS IN BANGS,"

dans le nouveau drame américain de Mark Twain.

Le meilleur acteur de genre de la scène américaine.

Le contrôle est ouvert. 23 janv—2f

Théâtre des Variétés.

Ce soir et SAMEDI en MATINEE.

Le splendide drame avec spectacle militaire,

COL. WILLOUGHBY ET NOT GUILTY.

LE CORPS DE MUSIQUE DU 12e d'infanterie des E.U. paraîtra. Embarquement et départ en régiment sur un STEAMSHIP EN FER complètement armé et équipé (Scène d'un effet magique et splendide).

MATINEES le MERCREDI et le SAMEDI.

LUNDI, 31 janvier—JOHN T. RAYMOND.

27janv—3f

Théâtre de l'Opéra.

COMEDIE FRANÇAISE.

A partir de SAMEDI SOIR, 29 janvier,

Pour une saison de 24 soirées de souscription,

—PAR LA—

Troupe Dramatique Française

—DU—

Lyceum Théâtre, de New York.

SAMEDI SOIR, 29 janvier,

NOS INTIMES,

Comédie de Victorien Sardou.

DIMANCHE SOIR, 30 janvier,

LA DAME AUX CAMELIAS,

Comédie en 5 actes par M. Alexandre Dumas.

La liste de souscription est ouverte au théâtre de l'Opéra, tous les matins, de 9 à 11 heures et les soirs de 7 à 9 heures. 26 dispenses. Le contrôle sera ouvert, pour la vente des places, jeudi matin, 27 janvier.

26jan—7f

Grand Bal Paré,

—DONNÉ PAR LA—

SOCIETE FRANÇAISE

DE

BIENFAISANCE

ET

D'ASSISTANCE MUTUELLE,

De la Nouvelle-Orléans,

A la Salle de l'Opéra,

LE SAMEDI, 5 FEVRIER 1876.

DIRECTEURS

J. E. MERILH, Président

E. LEVY, Vice-Président.

Joseph Girod, A. Rocheteau, N. Rouviere, J. Lebianc, J. L. Revel, R. Maharan, G. Rouyer, C. Lebianc, C. Saves, W. Borie, E. Andreu, L. Godchaux, Ch. T. Dugazon, J. Lefargue, J. P. Carrere, L. Menant, L. Godchaux, Sr. Pourcaud, E. Danty, E. Odinet, O. Fox, F. Casanave.

Jean Schweitzer, A. Brot, L. Lafond, J. Streona, E. Mérilh, G. Gray, J. P. Durey, J. Vaki, E. Lartigue, J. Mandeni, E. Andreu, A. Paris, J. Lousanaun, I. Payssé, E. Drouet, E. Rivard, G. Villeneuve, P. C. Chabert, L. Chapuzin, L. Minvielle.

Maurice Mamadé L. J. WEBSTER, E. M. SCOTT, LOUIS SCHNEIDER, JOHN LEISY, M. MUSSON.

PRIX DU BILLET..... $2 00

On pourra se procurer des billets chez tous les Directeurs du bal et dans les principaux magasins de la ville.

Les demandes d'invitation pour dames devront être adressées à la Direction du Bal, laquelle se réunira les LUNDIS et VENDREDIS de chaque semaine.

La buvette, le restaurant et le vestiaire seront tenus par voie d'enchères, par l'Aide du Société, le VENDREDI, 28 janvier, à 7 heures du soir.

Par ordre du Président

J. E. MERILH,

L. SIMON, Secrétaire. 16jan—

Licenses de ville, 1876,

PAYEES A UN ESCOMPTE LIBERAL,

H. BIER,

Nouvelle-Carondelet.....9

21 jan—

Département des Finances.

Hôtel de Ville,

Nouvelle-Orléans, 11 Janvier 1876.

Les licences de ville, pour l'année 1876, sont maintenant dûes. Le département des finances est autorisé jusqu'au 20 février 1876, date après laquelle il y aura des frais.

R. PILSBURY,

19 janv— Administrateur des Finances.

Département des Finances.

Hôtel de Ville,

Nouvelle-Orléans, 27 janvier 1876.

Des propositions cachetées seront reçues, par les "Commissaires de la dette consolidée", jusqu'au 23 février, à midi, pour la vente, à la Caisse, de trois cent cinquante mille piastres ($350,000) de bons de la ville de la Nlle-Orléans, y compris les emissions primes, et des anciens de la ville de Jefferson et de Carrollton. Les enchères devront indiquer le montant de l'intérêt que des bons et toutes les offres devront couvrir au pair et l'intérêt.

Le droit de rejeter toutes enchères est réservé.

ED. PILSBURY,

Administrateur des Finances.

27janv—10jan 2fév

Taxes de dessèchement.

TOUTES les paiements de taxes de dessèchement pour l'année 1876 devront être faits par l'entremise du soussigné qui, SEUL, a CERTIFICATS des mandats de dessèchement. Un demande qui lui est adressée directement ne sera rapidement conséquemment à l'absence les taxes les plus bas.

JAMES B. GUTHRIE, agent.

5mai—1an Au No 122 de la rue Gravier.

Bureaux de la Compagnie d'Assurance des Pompiers,

Au coin des rues Gravier et Camp.

Nlle-Orléans, 19 janvier 1876.

Aujourd'hui, à une réunion des directeurs, il a été résolu de déclarer les dividendes suivants payement du bonifice net des dix mois expirés le 31 décembre 1875 :

1. Dix (10) pour cent d'intérêt annuel sur le capital payé.

2. A porter au fonds de réserve conformément à la loi et de l'art. VIII de la Charte—cinq (5) pour cent.

3. A porter au crédit de la Société charitable des Pompiers de la Nlle-Orléans, pour les veuves et les orphelins, ainsi que pour le système d'assurance générale de la dite Société, conformément à la loi, 4, de l'art. VIII de la Charte—dix (10) pour cent.

4. Quinze (15) pour cent de dividende intérêt sur le capital payé.

5. Quarante (40) pour cent de dividende aux assurés participants.

Toutes les déclarations de dividendes aux actionnaires non participants au crédit des billets pour actions (stock notes), conformément à la section 6, de l'art. VII de la Charte.

Les dividendes participants déclarés aux assurés pour qui ne sont pas actionnaires, sont payés comptant au bureau.

J. N. MARKS, Président.

T. BENDIONMEN, Vice-Président.

R. H. BENNERS, Secrétaire.

—Directeurs :—

Jacob Alexander, Léon Bertoli, E. E. Bierhorst, L. R. Cain, C. de Pitzpatrick, C. Taylor Gauche, Chas. Howard, Alf. H. Isaacson, A. F. Kip, 22 janv—1m

Wash. Marks, R. M. Pond, T. Prudhomme, C. Sport, Otto Thoman, Geo. Waters, L. A. Wiltz, B. Wormann, I. N. Marks.

New Orleans Insurance Association.—

Bureaux No 102 rue du Canal. — Nouvelle-Orléans, 25 janvier 1876.—Le 27 décembre dernier, à l'assemblée annuelle des actionnaires, les messieurs dont les noms suivent ont été élus Directeurs pour l'année suivante :

A. V. GOMILA, L. J. KEMAIL, J. B. CAMORS, E. F. GOLSAN, J. PLAISENT, HENRY ABRAHAM, PIERRE LANAUX, L. J. WEBSTER, E. M. SCOTT, LOUIS SCHNEIDER, JOHN LEISY, M. MUSSON.

Le 24 du courant, à l'assemblée régulière des Directeurs, Mr. M. MUSSON a été réélu Président, Mr. G. LANAUX, Secrétaire.

G. LANAUX, secrétaire.

Bureau de la Compagnie du chemin de fer d'Orléans.—Conformément à l'article XI de la charte de cette compagnie, l'élection de neuf directeurs pour servir une année aura lieu le 7 FEVRIER 1876, de 9 heures A. M. à 2 heures P. M.

H. HUARD,

25janv—14f Secrétaire.

Association consolidée des Planteurs de la Louisiane.—Nlle-Orléans, 4 janvier 1876.

L'élection annuelle de TROIS directeurs par les actionnaires, aura lieu, au local de la Banque, le LUNDI 7 février prochain, de midi à 2 heures de relevée.

H. L. PEIRCE,

5jan—2f&a Caissier.

Banque des Citoyens de la Louisiane.

Nlle-Orléans, 4 janvier 1876.—L'élection annuelle de sept directeurs, pour l'année courante, aura lieu, ce jour, de 12 à 1 heure, et le Mercredi 2 février prochain, de 10 heures du matin à 2 heures de l'après-midi.

JAS. J. TARLETON,

4jan—2f p.s. jus 7 fév Caissier.

Bureaux de Louisiane Ice Manufacturing Company.—No 80 de la rue Bienville.—L'élection annuelle de neuf directeurs de cette compagnie, pour l'année courante, aura lieu, au bureau de la compagnie, le lundi premier jour de février (1 février) 1876, de 10 heures du matin à 2 heures de l'après-midi.

FRANKLIN J. WEBNER,

18janv—an 2 fév. Secrétaire.

Bureaux de la Compagnie d'Assurance de la Nlle-Orléans.—Nlle-Orléans, 12 janvier 1876.

—Aujourd'hui, à une assemblée régulière des directeurs, un dividende-intérêt semestriel de cinq pour cent a été déclaré payable aux actionnaires à dater du premier lundi de février prochain.

J. W. HINCKS,

Secrétaire.

Office of the New Orleans Insurance Co.

—New Orleans, january 12 1876.—At the regular meeting of the Board of Directors, held this day, a semi-annual interest dividend of Five per cent was declared, payable to the Stockholders on and after the first Monday in February next.

J. W. HINCKS,

13jan—15d Secretary.

Bureau de New Orleans City Railroad Company.—126 rue du Canal.—Nouvelle-Orléans, 3 janvier 1876.—La consolidation de New Orleans City Railroad Company et du New Orleans Metairie Race Railroad Company ayant été approuvée et ratifiée ainsi que le veut la loi, les actionnaires de cette compagnie sont invités à venir, d'ici au QUINZE DU COURANT, souscrire aux mille actions qui doivent être émises pour compléter la ligne de la rue du Canal jusqu'au lac. Chaque portant de trente des actions accompagnée des certificats de droit à une nouvelle action dont il devra être payé vingt cents par action au moment de la souscription ; le reste payable tous les mois.

C. C. LEWIS,

4jan—1m Secrétaire.

SPECTACLES, BALS, &c.

Académie de Musique de Bidwell.

Dimanche, 23 janvier, et pendant la semaine.

Matinées les Mercredis et Samedis.

La grande Combinaison originale Harrigan et Hart, et le Gallant échec de NEW-YORK, ayant terminé leur heureux engagement au Théâtre Wallack où leurs représentations versatiles et artistiques ont reçu l'acclamation et ont fait les délices de l'élite de la métropole, forment leurs débuts, secondés par une troupe d'artistes dramatiques, dans leur toil et nouveau drame en quatre actes écrit expressément pour eux, intitulé : THE DOYLE BROTHERS, sans contredit, le plus admirable, le plus dialogiques les plus gais et en situations les plus risibles.

Harrington & Hart paraîtront dans leurs fameuses caricatures musicales, dont ils sont les créateurs.

23janv—

M. W. HANLEY, Directeur.

Théâtre St.-Charles.

Dernière semaine de l'engagement de Miss KATE FISHER

et son CHEVAL WONDER,

qui figureront dans leurs pièces romantiques pour les EXERCICES EQUESTRES et MAGNIFIQUES TABLEAUX qu'en y admire.

Voir les petites affiches.

Vendredi—Bénéfice de Miss Kate Fisher.

Samedi—Grande Matinée de Miss Fisher.

22jan—3f

GYMNASE DES DAMES.

Institut calisthénique et orthodoxique,

Sous la direction immédiate de

MR ET MME HARRY HAMMERSLEY.

Cet établissement, qui est des plus recherchés, vient de s'ouvrir au No 103 de la rue St-Charles. Prix pour la session, $10, dont la moitié d'avance. Messieurs et dames de familles d'une même famille. Exercices les MARDIS, JEUDIS et SAMEDIS, de 10 à 1 heure et de 2 à 5. Les MERCREDIS et les SOIRS seulement de 7 à 9 heures.

Le gymnase des messieurs—à No 103 de la rue St-Charles—est ouvert au public de jour à 9 heures et demie du soir. 2oct—1an

Un grand bal paré et masqué, DE POMPIERS,

SERA DONNÉ PAR

L'Orleans Steam Fire Co. No. 21, AU GRUNEWALD HALL,

Le SAMEDI, 18 mars 1876.

On peut avoir des invitations pour dames en s'adressant à la maison du pompe, coin des rues St-Pierre et Claiborne. Des propositions cachetées pour la location de la buvette, des restaurants, etc., etc., seront reçues, à la maison de pompe, jusqu'au mardi soir, 7 mars.

23,30janv—6,13,20,27fév—5,12,16,19mars

GRAND BAL ANNIVERSAIRE

DES

GARÇONS RESTAURATEURS.

Le 2me Bal Anniversaire de la Société d'Assistance Mutuelle des Garçons Restaurateurs sera donné à la

SALLE GRUNEWALD,

le 19 Février 1876.

COMITÉ D'INVITATION.

Léon Martin, J. B. Benson, Joseph Chapon, C. H. Rivière, Denis Bechac, Louis Trapet, André Rudolphe

Les cartes peuvent s'obtenir dans les principaux Restaurants.

Toutes les demandes d'invitations pour Dames doivent être adressées au Comité d'invitation, excepté au Comité de Souscription, qui fournira pour invitation de Dame doit contenir ses noms, prénoms et adresse. Aucune Dame ne sera admise sans cavalier.

Prix de la carte, souper inclus.....$3 00.

2 janv—11fév

Jardin de Wenger

11 et 13, RUE BOURBON 11 et 13

H. WENGER, propriétaire.

C'est la plus vaste salle de la ville. On y trouve les meilleurs journaux Européens et américains; DEUX BELLES CHAMBRES pour familles; LES MEILLEURS VINS, LIQUEURS et CIGARES toujours en vente. Restaurant de première classe. Les meilleures vins et liqueurs. Restaurant de première classe. Les meilleures vins et liqueurs. Restaurant de première classe. Les meilleures vins et liqueurs